



Distr.
LIMITEE
T/CCM.4/L.49
18 janvier 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. E. M. L. ENDELEY CONCERNANT LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil
de tutelle)

Le Chef de l'Opposition,
Chambre d'Assemblée du Cameroun méridional,
Bouéa,
28 novembre 1959

Monsieur le Commissaire du Cameroun,
Bureau du Commissaire,
BOUEA

Monsieur le Commissaire,

Réunion de la Chambre d'Assemblée du Cameroun méridional

Comme suite à la discussion que nous avons eue avec vous hier matin, je vous
écris pour confirmer notre demande de convocation de la Chambre d'Assemblée du
Cameroun méridional avant Noël, afin : -

- a) Que le gouvernement expose de nouveau sa politique, compte tenu de la résolution prise récemment par l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'avenir du Cameroun méridional;
- b) De discuter les dépenses publiques à l'égard des ministères supplémentaires nouvellement créés, pour lesquels aucune mesure financière n'a été prévue soit dans les crédits de l'année courante soit dans les premiers crédits supplémentaires de 1959/1960;
- c) De discuter du rapport Philipson sur les implications financières et économiques de la séparation d'avec la Fédération nigérienne.

Quand le KNDP a pris le pouvoir au début de cette année, le nouveau gouvernement a clairement exposé sa politique, que le discours du Trône a reflétée. Cet exposé a fait l'objet d'un débat complet aussi bien que d'une motion du Ministre des travaux publics et des transports, adoptée le 12 février 1959. Il est clair que la récente résolution de l'Assemblée générale est en conflit avec les intentions du gouvernement, et la population du Cameroun méridional a droit à connaître la teneur du nouveau programme du Premier Ministre à l'égard de la résolution elle-même et les enquêtes qui ont été ordonnées afin d'étudier les implications inséparables de l'exécution de sa politique initiale. On se souviendra également qu'après la décision antérieure de l'Assemblée générale en février de la présente année, le Premier Ministre a fait rapport à la Chambre d'Assemblée.

Nous sommes d'avis que la décision récente de l'Assemblée générale sur l'avenir du Territoire a une très grande portée, et puisqu'elle implique le choix possible pour le secteur britannique de se réunir au Cameroun français, lequel obtiendra son indépendance le 1er janvier 1960, le gouvernement est presque tenu, selon nous, d'exposer sa politique sans aucune équivoque avant cette date.

L'Ordre en conseil mettant en oeuvre les décisions de la dernière Conférence constitutionnelle de la Nigeria a été signé récemment par Sa Majesté la Reine, et en conséquence le Premier Ministre M. Foncha a créé deux nouveaux ministères. Pour autant que nous nous en souvenions, aucune disposition n'a été prise dans les crédits pour faire face à ces nouvelles dépenses, qui seront probablement lourdes car de nouveaux bureaux et postes devront être créés pour les nouveaux ministères. Devons-nous comprendre que le gouvernement entend effectuer ces dépenses d'une façon détournée sans demander la sanction et l'autorité de l'Assemblée législative comme le prévoit la Loi de finances? Ces questions peuvent-elles être considérées également comme des nécessités urgentes?

Nous sommes convaincus, Monsieur le Commissaire, que les questions énumérées ci-dessus sont suffisamment pressantes et d'intérêt public pour justifier la convocation d'urgence de l'Assemblée législative, et nous vous prions d'utiliser vos bons offices pour demander au Conseil exécutif de convoquer prochainement la Chambre d'Assemblée du Cameroun méridional.

Nous avons le devoir de déclarer clairement que toute tentative du gouvernement de s'entourer de mystère à un moment pareil ne peut être interprétée que comme une manifestation de perte de confiance. Pour y remédier, il faut dissoudre immédiatement la Chambre, afin de demander aux électeurs un nouveau mandat. Aucun gouvernement digne de ce nom ne peut éluder les méthodes parlementaires normales pour exposer sa politique ou mettre en oeuvre des mesures destinées à servir l'intérêt public.

Nous espérons sincèrement que notre requête sera dûment prise en considération afin de préserver les hautes traditions de démocratie parlementaire au Cameroun méridional.

Veuillez agréer, etc.

Le Chef de l'opposition de la Chambre
d'Assemblée du Cameroun méridional

Signé : E. M. L. ENDELEY

C.c. Son Excellence le Haut-Commissaire du Cameroun méridional, Lagos.
Le Secrétaire général, Nations Unies, Lake Success, New York.
